

Conseil "Affaires économiques et financières" **Bruxelles, le 12 juillet 2022**

Président: Zbyněk Stanjura, ministre tchèque des finances

Représentants de la Commission européenne: Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission, Paolo Gentiloni et Mairead McGuinness, membres de la Commission

Début de la session: 10 heures

Conférences de presse:

- à l'issue de la réunion de l'Eurogroupe (lundi soir)
- à l'issue du Conseil "Affaires économiques et financières" (mardi après-midi, vers 13 h 30)
- signature des derniers actes juridiques permettant à la Croatie de rejoindre la zone euro, possibilité de photos et discours (mardi après-midi, vers 13 heures)

* * *

La présidence présentera l'état d'avancement des propositions législatives en cours dans le domaine des **services financiers**. Elle présentera également les **priorités de la présidence** dans le domaine des affaires économiques et financières.

Le Conseil discutera des conséquences économiques et financières de la **guerre menée par la Russie en Ukraine**.

Les ministres feront le point sur la mise en œuvre de la **facilité pour la reprise et la résilience (FRR)**.

Le Conseil devrait approuver des **conclusions** sur les bilans approfondis de 2022 dans le cadre de la **procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques**.

Le Conseil adoptera les trois derniers actes juridiques qui permettront à la **Croatie de devenir membre de la zone euro** et de bénéficier de l'utilisation de notre monnaie commune, l'euro, à partir de l'année prochaine.

Le Conseil aura pour objectif d'approuver le mandat de l'UE pour la **réunion** des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales **du G20**, qui se tiendra les 15 et 16 juillet 2022 à Bali.

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Enfin, le Conseil s'efforcera d'approuver des conclusions en réponse au **rapport 2021 sur la viabilité des finances publiques**.

* * *

L'Eurogroupe se réunira le lundi 11 juillet (à 15 heures).

En réunion ordinaire, il examinera les points suivants:

- *Évolutions macroéconomiques et défis stratégiques dans la zone euro dans le contexte mondial actuel, y compris un débat sur les principales conclusions de la mission intérimaire effectuée par les services du FMI*
- *Situation budgétaire dans l'ensemble de la zone euro et orientations en matière de politique budgétaire pour 2023*
- *Euro numérique: répercussions potentielles sur le système financier et utilisation de l'argent liquide*
- *Élargissement de la zone euro: adhésion de la Croatie à la zone euro*

* * *

Le 12 juillet vers 18 heures, une réunion du conseil des gouverneurs du Mécanisme européen de stabilité aura lieu.

* * *

[Page consacrée à la session du Conseil "Affaires économiques et financières"](#)

[Page consacrée à la réunion de l'Eurogroupe](#)

[Conseil "Affaires économiques et financières" – transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG4\), et galerie de photos](#)

[Eurogroupe – transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG4\), et galerie de photos](#)

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

* * *

Services financiers

En session publique, la présidence présentera l'état d'avancement des propositions législatives en cours dans le domaine des services financiers.

Il s'agit, entre autres, du **règlement relatif aux transferts de fonds (lutte contre le blanchiment de capitaux)** et du règlement sur les **marchés de crypto-actifs (MiCA)**, sur lesquels des accords politiques ont été conclus avec le Parlement européen il y a quelques jours, ainsi que des dossiers suivants:

- Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (ALBC)
- Point d'accès unique européen (PAUE)
- Directive solvabilité
- Règlement relatif au fonds européen d'investissement à long terme (ELTIF)
- Directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (GFIA)
- Norme européenne en matière d'obligations vertes
- Directive et règlement sur les marchés d'instruments financiers (MiFID/MiFIR)
- Directive concernant le redressement et la résolution des entreprises d'assurance et de réassurance (IRRd)
- Règlement et directive relatifs à la lutte contre le blanchiment de capitaux (corpus réglementaire)
- Bâle III
- Règlement sur les dépositaires centraux de titres (DCT)
- Directive relative à la procédure extrajudiciaire accélérée de recouvrement de garantie

[Progrès réalisés sur les dossiers législatifs relatifs aux services financiers](#)

[Finance numérique \(informations générales\)](#)

Priorités de la présidence tchèque

En session publique, la présidence tchèque présentera ses priorités dans le domaine des affaires économiques et financières pour le second semestre de 2022.

[Site web de la présidence tchèque](#)

Conséquences économiques et financières de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine

Le Conseil procédera à un échange de vues sur les aspects économiques et financiers de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine.

Les ministres de l'économie et des finances de l'UE continuent de suivre attentivement l'évolution de la situation. Le 25 février, ils ont publié une déclaration, conjointement avec la Commission européenne et la Banque centrale européenne, dans laquelle ils ont souligné leur unité, leur détermination à envisager toutes les sanctions possibles, ainsi que leur volonté de renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe.

Le soutien à l'Ukraine et à son redressement après la guerre est l'une des priorités politiques de la présidence tchèque. Le Conseil vise à **adopter, lors du Conseil Ecofin de juillet, une opération d'assistance macrofinancière supplémentaire de 1 milliard d'euros en faveur de l'Ukraine.**

[Ukraine: déclaration à la presse des ministres des finances européens, de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne \(communiqué de presse, 25 février 2022\)](#)

[Chronologie - Mesures restrictives de l'UE à l'encontre de la Russie au sujet de l'Ukraine \(informations générales\)](#)

[Sanctions de l'UE contre la Russie liées à la situation en Ukraine \(depuis 2014\) \(informations générales\)](#)

Relance économique en Europe

Les ministres feront le point sur la mise en œuvre de la **facilité pour la reprise et la résilience (FRR)**, à la suite d'une présentation de l'état d'avancement des travaux par la Commission européenne.

La facilité pour la reprise et la résilience est le programme de soutien financier à grande échelle de l'UE destiné à relever les défis que pose la pandémie pour l'économie européenne. Les 672,5 milliards d'euros dont est dotée la facilité servent à appuyer les réformes et les investissements exposés dans les plans pour la reprise et la résilience des États membres.

[Un plan de relance pour l'Europe \(informations générales\)](#)

[Facilité pour la reprise et la résilience \(Commission européenne\)](#)

[L'UE en tant qu'emprunteur – relations avec les investisseurs \(Commission européenne\)](#)

Semestre européen 2022: conclusions sur les bilans approfondis de 2022 dans le cadre de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques

Le Conseil devrait approuver des conclusions sur les bilans approfondis de 2022 dans le cadre de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques.

Introduit en 2011, le Semestre européen est le cadre pour la surveillance et la coordination intégrées des politiques économiques, budgétaires, sociales et du travail dans l'UE. Ce cycle se concentre sur les six premiers mois de chaque année, d'où son nom. Dans le cadre du Semestre européen, les États membres alignent leurs politiques économiques et budgétaires sur les règles arrêtées au niveau de l'UE.

[Projet de conclusions sur les bilans approfondis de 2022 dans le cadre de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques](#)

[Semestre européen \(informations générales\)](#)

Élargissement de la zone euro: Croatie

Le Conseil devrait adopter trois actes juridiques qui permettront à la Croatie de faire de l'euro sa monnaie au début de l'année prochaine:

- une décision du Conseil portant adoption par la Croatie de l'euro;
- un règlement du Conseil en ce qui concerne l'introduction de l'euro en Croatie; et
- un règlement du Conseil en ce qui concerne le **taux de conversion** de l'euro pour la Croatie.

Il s'agit de la **dernière étape du processus juridique** permettant à la Croatie d'utiliser la monnaie commune de l'UE à partir du 1^{er} janvier 2023.

Contexte

La Croatie deviendra le vingtième État membre de l'UE à adopter l'euro comme monnaie. Elle suit les traces de la Lituanie, qui a été le dix-neuvième État membre de l'UE à rejoindre la zone euro en janvier 2015.

La Croatie peut passer à l'euro car elle est parvenue à remplir tous les critères de convergence:

- En ce qui concerne le critère de stabilité des prix, en avril 2022, l'inflation moyenne sur 12 mois s'établissait à 4,7 %, légèrement en dessous de la valeur de référence de 4,9 %. D'une manière générale, l'évolution de l'inflation en Croatie a été étroitement alignée sur celle de la zone euro au cours de la décennie qui a précédé la crise de la COVID-19,

les variations annuelles ne dépassant jamais un point de pourcentage. L'écart a été plus marqué au cours des quatre premiers mois de 2022 (en moyenne 7,2 % en Croatie, contre 6,5 % dans la zone euro), mais cette situation devrait être temporaire et l'inflation devrait de nouveau se rapprocher des niveaux de la zone euro sur la période de prévision.

- Pour ce qui est des critères relatifs aux finances publiques, le déficit a baissé en 2021 pour s'établir en dessous de 3 % du PIB, et devrait encore diminuer en 2022 et 2023. La dette publique a diminué et devrait reculer à 75 % du PIB en 2022. La Croatie ne fait pas l'objet d'une procédure concernant les déficits excessifs, à la suite de la décision prise par la Commission au début de l'année de ne pas proposer l'ouverture de procédures concernant les déficits excessifs au printemps 2022.
- En ce qui concerne le critère lié au taux de change, la kuna croate fait partie du MCE II et a été globalement stable au cours des deux dernières années, jusqu'en mai 2022. La kuna est restée très proche de son cours pivot par rapport à l'euro dans le MCE II pendant cette période, sans que l'on observe de signes de tension.
- La Croatie remplit également le critère des taux d'intérêt à long terme, son taux moyen s'établissant bien en dessous de la valeur de référence de 2,6 %.
- La législation de la Croatie relative à sa politique monétaire et à sa banque nationale est compatible avec le traité et les statuts du SEBC et de la BCE.

[Rôle international de l'euro \(informations générales\)](#)

[Adhérer à la zone euro \(informations générales\)](#)

G20

Le Conseil aura pour objectif d'approuver le mandat de l'UE pour la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G20, qui se tiendra les 15 et 16 juillet 2022 à Bali.

[Site web du G20](#)

Conclusions sur le rapport 2021 sur la viabilité des finances publiques

Le Conseil s'efforcera d'approuver des conclusions en réponse au rapport 2021 sur la viabilité des finances publiques. Publié par la Commission en avril, ce rapport analyse la viabilité des finances publiques dans les États membres.

[Rapport 2021 sur la viabilité des finances publiques](#)

[Semestre européen \(informations générales\)](#)